

Droit à la sécurité et à la tranquillité publique à Aubervilliers La Maire Mériem Derkaoui écrit à Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur

Dans un courrier adressé le 18 juillet 2016 au Ministre de l'Intérieur, Monsieur Bernard Cazeneuve, la maire Mériem Derkaoui renouvelle sa demande d'obtenir les moyens et les effectifs de police nationale adaptés à une ville de 82 500 habitants et demande à être reçue d'urgence avec une délégation composée d'élus, d'habitants et de responsables associatifs d'Aubervilliers.

La Municipalité

Courrier adressé au Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve

Monsieur le Ministre,

Par la présente, je vous fais part de la colère et de l'exaspération des Aubervillariennes et Aubervillariens quant à leur droit à la sécurité et à la tranquillité publique. Comme beaucoup d'autres communes nous sommes confrontés à une recrudescence des incivilités et des actes de délinquance. Des trafics et des actes délictueux pourtant bien identifiés par les forces de police continuent à se développer dans beaucoup trop de nos quartiers sans que les habitantes et habitants n'entrevoient les solutions apportées.

C'est dans ce contexte que j'apprends avec stupéfaction que notre commissariat va voir partir pour diverses raisons à minima une vingtaine de personnels sans aucune certitude de leur remplacement immédiat.

Nous entretenons d'excellentes relations avec notre commissariat. Je ne manque jamais une occasion de rendre hommage au travail de nos policiers mais nous constatons, chaque jour, une dégradation des conditions d'exercice de leurs missions et leur état de fatigue important au vu de la très difficile situation qui prévaut aussi bien dans notre ville que dans notre pays.

Ces inquiétudes sur le manque d'effectif est d'autant plus préjudiciable à nos concitoyennes et concitoyens que la ville prend toutes ses responsabilités et agit au quotidien pour la tranquillité publique des habitantes et habitants alors que nos capacités et moyens d'actions sont largement amputés par la baisse significative des dotations de l'Etat.

Notre municipalité a renforcé ses moyens de police municipale. Elle possède un dispositif de médiateurs dont l'efficacité est reconnue. Nous prenons les arrêtés nécessaires concernant les ventes à la sauvette, la consommation d'alcool ou encore la mécanique sauvage, autant de phénomènes qui nuisent à la tranquillité publique. Nous développons de nombreuses actions éducatives et préventives.

Sur la base d'un diagnostic local de sécurité (DLS) nous venons de signer, tout récemment, la nouvelle stratégie territoriale de prévention de la délinquance pour la période 2016-2020. A cette occasion, Madame la sous-préfète a souligné le travail en profondeur mené. Ce travail porte d'ailleurs ses fruits du fait même d'un partenariat réel permettant de faire face avec une meilleure efficacité à ces actes qui minent la vie de nos concitoyennes et concitoyens.

Des quartiers de notre ville sont situés en ZSP et, à ce titre, bénéficient de moyens qui montrent chaque jour leur efficacité.

Si le partenariat et la coordination des acteurs sont des facteurs clés pour des politiques efficaces en matière de sécurité et de prévention de la délinquance, je ne peux que légitimement m'inquiéter du risque d'un désengagement de l'Etat à l'égard de notre ville et de ses habitantes et habitants.

Monsieur le Ministre, les Albertivillariennes et Albertivillariens veulent être respectés. La sécurité est et doit rester une responsabilité de l'Etat. C'est même un fondement de l'égalité républicaine et des droits de l'homme. Sans elle il n'y a pas de liberté et de démocratie.

Je souhaite que les effectifs sur le départ au sein de notre commissariat soient remplacés sans délai. Par ailleurs, je renouvelle avec vigueur ma demande, qui est aussi celle des habitantes et habitants de voir les effectifs de police mis à un niveau digne et normal d'une ville de 82 500 habitants. Aujourd'hui, le nombre de policiers par habitant est en baisse sur notre ville alors que nous aurions un besoin inverse.

Aussi, au regard de la situation, je vous demande de bien vouloir recevoir une délégation d'élus-e-s, d'habitants-e-s et responsables associatifs de ma ville, délégation que je conduirai bien évidemment.

Je connais votre volonté et votre engagement régulièrement énoncés dans vos prises de paroles pour améliorer la sécurité de nos concitoyennes et concitoyens et les conditions de travail des policiers. Je vous remercie de l'examen bienveillant que vous porterez à cette double demande, laquelle, j'en suis persuadée, rencontrera une issue positive.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, l'expression de ma plus haute considération.

Mérim DERKAOUI
Maire d'Aubervilliers
Vice-Présidente du Conseil Départemental
de la Seine Saint-Denis